

Je sais que le premier ministre (M. Trudeau) aime traiter certains d'entre nous de restants de la dépression, mais je suis d'avis que ceux d'entre nous qui se souviennent de cette époque ont un message à transmettre. Ce dont je me souviens le plus vivement des années 30, peut-être même plus que la souffrance, le chômage, la faim et la pauvreté, c'est de l'unanimité au sein de notre peuple qui transcendait les divisions de parti et de religion; des gens faisant partie de toutes sortes d'organismes et de groupes, qui non seulement étaient horrifiées par ce que nous subissions durant cette décennie de dépression, mais qui étaient déterminés à mettre fin à cette situation. Nous étions fermement décidés à ne pas la laisser se produire de nouveau.

En tant que membre d'un parti politique, je suis prêt à exposer le rôle que mon parti a joué pendant cette période et pendant les années qui suivirent; mais de façon plus objective et plus historique, je suis heureux de pouvoir dire que la génération qui a atteint sa vie active dans les années 30 a, par sa détermination, fait adopter des mesures législatives concrètes pour améliorer le cadre de vie du Canada. La vie sociale et économique de cette période, soit des années 20 et 30, était caractérisée par un minimum de préoccupation de la part du gouvernement, un minimum d'intervention de l'État dans l'économie et un minimum de services publics. Cette génération, la mienne, dont la vie active a débuté pendant cette décennie, était décidée à faire intervenir le gouvernement dans l'économie, à lui faire assurer les services que l'entreprise privée ne fournissait pas et établir les programmes sociaux qui assureraient que plus jamais personne ne mourrait faute d'argent pour se faire soigner ou serait condamné à vivre ses vieux jours dans la pauvreté.

Je rends hommage à ceux qui étaient plus vieux que moi lorsque commençait la décennie 30 et à tous ceux qui font partie de cette génération, pour avoir persévéré et obtenu ce qu'il fallait pour faire du Canada le magnifique pays qu'il est aujourd'hui. Le gouvernement est intervenu. Il a adopté des lois sur les relations de travail, le commerce, l'industrie et bien d'autres choses. Il est intervenu davantage dans le domaine du transport terrestre, maritime et aérien; il s'est mêlé des activités de la Commission canadienne du blé et de la commercialisation d'autres produits agricoles; il s'est lancé dans la construction domiciliaire, dans la construction de routes; il est intervenu dans l'éducation en accordant une aide aux provinces et des subventions pour permettre à certaines personnes de suivre des cours spéciaux; il a instauré la sécurité sociale en prévoyant des pensions de vieillesse, les allocations familiales et l'assurance-chômage et enfin, pour couronner le tout, il est intervenu dans le domaine de l'hospitalisation et des soins médicaux.

● (1452)

Je dois dire, monsieur l'Orateur, que si nous vivons bien aujourd'hui au Canada c'est grâce à toutes ces choses pour lesquelles les gens de la génération à laquelle j'ai le bonheur d'appartenir, se sont battus.

Je le répète, je pourrais exprimer ces idées en langage politique et parler des partis et du rôle particulier qu'ils ont joué dans la réalisation de ces objectifs. Mais, cela n'a vraiment pas d'importance; l'important c'est qu'une génération qui avait vécu dans une société sans intervention gouvernementale,

une société privée de services sociaux et de programmes sociaux, a veillé à changer tout cela.

**Des voix:** Bravo!

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Je vous dirais, monsieur l'Orateur, que si je m'inquiète tant comme je l'ai dit en entamant mon discours, c'est qu'on semble penser aujourd'hui au Canada que le gouvernement doit se retirer de l'économie; qu'il doit réduire son intervention; qu'on doit se serrer la ceinture et que nous sommes allés trop loin sur le plan des services publics et des programmes sociaux.

Ces deux ou trois derniers jours, des deux côtés de la Chambre j'ai entendu vanter les mérites de l'initiative privée comme si c'était quelque chose de sacrée ou une idée nouvelle. Ce n'est pas nouveau, monsieur l'Orateur; c'est aussi vieux que la pauvreté et la souffrance dont certains d'entre nous avons été témoins quand nous avons commencé à participer à la vie du pays.

Je soutiens que si le pays veut revenir en arrière, si le gouvernement décide de ne plus intervenir autant dans l'économie pour s'en remettre à l'entreprise privée, et si dans le secteur privé le gouvernement veut restreindre des services publics et ne pas continuer à augmenter les pensions et les allocations familiales ou s'il veut imposer des restrictions aux programmes d'hospitalisation et de soins médicaux, que ce gouvernement rétrograde sera sévèrement jugé par la prochaine génération. Et avec raison!

Je sais qu'il y a du pour et du contre, monsieur l'Orateur. Il n'y a aucun doute pour ce qui est de la position du parti progressiste Conservateur. Ses membres désirent qu'on fasse plus de place au secteur privé. J'ai entendu l'autre jour les paroles qu'un membre important du parti Conservateur a prononcées à l'extérieur de la Chambre, on aurait cru qu'Adam Smith était ressuscité. Il prétendait qu'il fallait donner aux riches la possibilité de se gorger de richesses et en laisser l'excès retomber au compte-goutte sur les classes les plus pauvres de la société. C'est exactement ce que l'on peut attendre du parti Conservateur. Ce qui m'inquiète présentement c'est que le gouvernement, le parti de la majorité, adopte la même position, à deux ou trois exceptions près. La Chambre compte deux ou trois députés libéraux dont les priorités sont clairement établies, mais la majorité des députés au gouvernement et à la Chambre en général semblent avoir oublié la leçon que certains d'entre nous ont retenue des longues années de disette qui ont frappé notre grand pays.

Que la Chambre ne s'imagine pas qu'en confiant les services au secteur privé, qu'en augmentant le chômage en mettant des gens à pied, qu'en éliminant les programmes que le gouvernement a entrepris, et qu'en restreignant les programmes sociaux, on se remettra en quelque sorte sur le droit chemin. Monsieur l'Orateur, cela nous ramènerait dans une situation satisfaisante peut-être pour les directeurs de société qui hantent les salles de conseil du pays mais dangereuse pour les petites gens victimes de ces changements.

Voilà ce qui me plaît dans ce que nous avons fait ces 40 ou 50 dernières années. Aujourd'hui, les gens comptent. J'ai déjà raconté à la Chambre l'époque de ma jeunesse où j'étais ministre du culte. Il m'est arrivé je ne sais combien de fois, en allant visiter des paroissiens de découvrir des personnes âgées, leurs parents ou grands-parents, dont je ne soupçonnais même pas l'existence. La pension était alors de \$20 par mois, et l'on